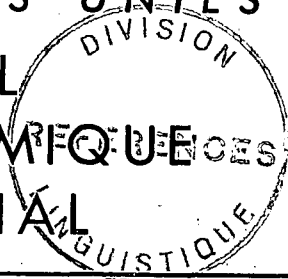




NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUES  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/3925/Add.5  
29 mars 1965  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes  
d'intolérance religieuse

Note du Secrétaire général

Additif

Le Gouvernement danois a fait parvenir les observations suivantes :

DANEMARK

[Original : anglais]

Le Gouvernement danois considère qu'il est souhaitable et nécessaire de rédiger une déclaration sur l'élimination de l'intolérance religieuse qui dispose, d'une part, que toute personne a droit à la liberté de religion et de conscience et, d'autre part, que nul ne doit faire l'objet d'une discrimination en raison de sa religion ou de ses convictions. Le Gouvernement danois n'a donc aucune observation à formuler au sujet des principes généraux énoncés dans les deux projets de déclaration, étant donné qu'ils sont conformes aux dispositions de la Constitution danoise (notamment avec ses articles 67, 68 et 70) sur la liberté de religion.

Le Gouvernement danois tient cependant à présenter dès maintenant des observations sur certaines dispositions contenues dans les articles des deux projets de déclaration.

Article I du projet rédigé par le Groupe de travail et article IV du projet  
rédigé par la Sous-Commission

Cet article peut être considéré comme compatible avec la législation danoise, exception faite du cas très spécial du monarque régnant qui, aux termes de l'article 6 de la Constitution danoise, doit appartenir à l'Eglise évangélique luthérienne.

Article V des deux projets

En vertu de la loi danoise du 30 juin 1922 sur la minorité et la tutelle, les parents ont le droit de choisir la religion dans laquelle leurs enfants doivent

être élevés. Selon la loi sur le Conseil paroissial, en date du 8 juin 1957, un enfant âgé de moins de 15 ans peut adhérer à l'Eglise évangélique luthérienne, ou s'en retirer, sur la demande de la personne ou des personnes chargées de sa garde. Si un enfant âgé de 15 à 18 ans désire adhérer à l'Eglise nationale, ou s'en retirer, la demande de l'enfant intéressé doit être accompagnée du consentement de la personne ou des personnes chargées de sa garde.

Article VI : paragraphe 3 du projet rédigé par la Sous-Commission

Bien qu'il ne soit pas stipulé dans la législation danoise sur l'enseignement que toute éducation doit viser à favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les adhérents de toutes les religions ou convictions, un décret du Ministère danois de l'éducation, en date de 1960, concernant les objectifs de l'enseignement élémentaire public, stipule que l'éducation doit viser à inspirer aux enfants le respect de l'opinion d'autrui. En outre, il a été promulgué en 1960 une directive relative à l'instruction religieuse - qui doit être conforme à l'enseignement religieux de l'Eglise évangélique luthérienne -, dans laquelle il est dit que les élèves doivent être encouragés à avoir une attitude de compréhension et de tolérance à l'égard des autres religions et convictions.

Selon la loi du 31 août 1963 sur l'enseignement élémentaire et la loi du 7 juin 1958 sur l'enseignement général du second degré, les enfants qui le désirent peuvent être dispensés de l'instruction religieuse donnée dans les écoles.

Article VI : paragraphe 4 du projet rédigé par la Sous-Commission

Les autorités danoises accordent des permis de résidence et de travail compte tenu de la situation particulière de chaque individu et ne voient pas de raison à se départir de cette pratique à l'égard d'étrangers qui désirent résider au Danemark en vue d'enseigner dans des institutions religieuses ou autres. Le Gouvernement danois préférerait donc une disposition qui oblige simplement le pays d'accueil à examiner favorablement de telles demandes de permis de résidence et de travail.

Article VIII du projet rédigé par la Sous-Commission

La législation danoise ne prévoit que deux types de funérailles : l'enterrement traditionnel et, depuis la deuxième moitié du XIXème siècle, la crémation. Nous doutons que d'autres coutumes soient adoptées au Danemark et, si elles le sont, une nouvelle législation sera nécessaire.

/...

En ce qui concerne la crémation, une loi danoise en date du 18 avril 1950 exige que les cendres du défunt soient inhumées dans un cimetière ou tout autre endroit approuvé par le Ministre de la justice, ou bien placées dans une pièce spéciale aménagée à cet effet et approuvée par le Ministre de la justice.

Toutefois, le Ministre de la justice ou, sur son autorisation, la police peut accorder l'autorisation de disposer des cendres du défunt de toute autre manière appropriée s'il en a, de son vivant, exprimé le désir.

Article IX du projet rédigé par la Sous-Commission

Selon la loi du 19 avril 1907, qui a trait à diverses questions relatives aux funérailles, les rites funéraires ou commémoratifs ne doivent pas être conduits d'une manière pouvant être interprétée comme un manque de considération pour l'Eglise nationale.

Article XI du projet rédigé par la Sous-Commission

L'institution de la prestation de serments ou de déclarations solennelles devant les tribunaux est pratiquement tombée en désuétude et est sur le point d'être abolie.

Article XII du projet soumis par la Sous-Commission

Aux termes de l'article 4 de la Constitution, l'Eglise évangélique luthérienne est l'Eglise nationale du Danemark et, en tant que telle, est subventionnée par l'Etat. Une personne peut cependant être exemptée d'une grande partie des impôts qui sont prélevés à des fins religieuses si elle se retire de l'Eglise nationale. A cet égard, il y a lieu de noter que l'article 66 de la Constitution stipule que "le statut de l'Eglise nationale sera réglé par une loi". Depuis la Réforme de 1536, le Roi ou l'Etat a été le chef administratif suprême de l'Eglise.

L'appui que l'Etat donne à l'Eglise évangélique luthérienne est une conséquence naturelle de son statut d'Eglise nationale du Danemark (à laquelle appartiennent 97 p. 100 environ de la population). Cela tient aussi au fait que l'Etat est principalement responsable, du fait de diverses mesures législatives qu'il a adoptées, de la diminution considérable des biens de l'Eglise nationale et de ses ministères. De plus, la plupart des églises sont des monuments d'une très grande valeur historique et cette raison justifierait, à elle seule, le soutien financier de l'Etat, même si elles n'appartenaient pas à l'Eglise nationale.

Le Gouvernement danois aimerait donc que l'on remanie le texte de l'article XII.